



L'architecture postale au 20ème siècle en France

Caroline Bauer

Hôtel des postes de Nantes, 1963, Michel Roux-Spitz

(Photo L'Adresse Musée de La Poste)

L'administration postale met en place dès le début du 20ème siècle une organisation très efficace en matière d'édification. Avec des services dédiés à la construction et le recrutement d'architectes spécifiques, celle-ci peut gérer efficacement son parc immobilier, depuis les petits bureaux de poste égrenant le territoire, jusqu'aux édifices plus amples et plus complexes. Une politique architecturale s'engage alors, perceptible aussi bien à travers les choix des protagonistes de la construction, que dans les différents courants stylistiques qui y sont représentés.

LA CRÉATION D'UN CADRE APPROPRIÉ

La question du bâtiment postal ne se pose réellement qu'au tournant du 20ème siècle. Auparavant, la majorité des activités postales est en effet abritée dans des édifices loués : en 1900, le ministère n'est ainsi propriétaire que de 30 bâtiments. Les quelques constructions engagées, à Paris ou dans des villes de taille importante, se retrouvent alors autour de caractéristiques communes : il s'agit d'édifices aux façades imposantes, d'un vocabulaire classique, dont la monumentalité confère un sentiment de confiance à la clientèle. Implantés stratégiquement en bordure de place ou en angle de rue, ils créent ainsi un point de repère fort dans le paysage urbain, que les tours d'angle soulignent d'autant plus.



Hôtel des postes de Marseille, 1889

(Photo L'Adresse Musée de La Poste)

Au cours du 19ème siècle, le trafic s'accroît et l'administration étend ses compétences (création de la caisse nationale d'Épargne en 1881, exploitation du téléphone en 1889. . .) modifiant les typologies du bâtiment postal. Celui-ci perd son caractère quelque peu artisanal, pour devenir de plus en plus complexe. La difficulté à trouver des bâtiments préexistants pour abriter ces nouvelles fonctions programmatiques pose ainsi la question de la construction d'édifices appropriés. Alors que précédemment, l'administration faisait appel la plupart du temps à l'architecte municipal, il semble désormais nécessaire d'avoir recours à des architectes spécialisés qui auraient une connaissance particulière du fonctionnement postal et des télécommunications. Pour ce faire, l'administration crée en 1901, le cadre des architectes

; recrutés par voie de concours, ces architectes ont comme fonction l'édification et l'entretien des bâtiments postaux, sur un territoire donné.

Dans un premier temps, ce service d'architecture est centralisé à Paris ; ce n'est qu'en 1923 que l'administration instaure,



Hôtel des postes de Nice, 1886

en plus des architectes parisiens, un architecte dans chacun des 15 chefs-lieux de régions postales. Ainsi, mis à part pour les opérations de grande importance qui peuvent être attribuées à un architecte parisien, l'architecte régional des PTT a le monopole de toute la construction postale de sa région, en plus de son activité libérale qu'il conserve par ailleurs. Ce poste confère donc une certaine notoriété à l'architecte, et représente également un apport financier stable, notamment par rapport aux fluctuations de la commande privée.



Répartition des architectes régionaux, 1923

(Document réalisé par l'auteur)

Après la seconde guerre mondiale, avec les nécessités de la reconstruction et la croissance du trafic postal, les architectes du cadre deviennent insuffisants pour satisfaire à la demande de l'administration. Celle-ci fait appel de plus en plus fréquemment à des architectes extérieurs, avant de mettre en place en 1968 une réforme, permettant désormais la délivrance d'un agrément à plusieurs praticiens. Ce système qui prend modèle sur d'autres administrations, n'aura finalement cours que quelques années. En 1973 est en effet signé le décret ingénierie, qui marque la fin de l'existence de tous les corps d'architectes de l'Etat.

L'administration postale témoigne d'un intérêt particulier et constant pour la question constructive. Des cours d'architecture sont professés à l'Ecole nationale supérieure des PTT, qu'ont pu suivre une partie du personnel administratif, futurs intermédiaires entre l'architecte et l'administration. Alors qu'au début du siècle, les questions abordées sont très pragmatiques (programmation, construction...), on assiste au fil des décennies à une évolution de cet enseignement. Publiés en 1955, les cours de l'architecte André Gutton¹ manifestent une nouvelle préoccupation, celle de partager une conception plus idéologique de l'architecture. Il développe un argumentaire basé sur une double définition de l'architecture : une architecture en tant qu'art -un art vrai, utile, majeur et abstrait- et en tant que science, qui serait alors utilitaire, rationnelle et fonctionnelle. En soulignant la composante artistique de l'architecture, André Gutton induit la question du style. Le système efficace mis en place dès 1901 par l'administration constitue en effet, au-delà d'une réponse aux nouveaux besoins immobiliers, la possibilité d'exercer un contrôle de l'image. En créant un cadre d'architectes recrutés par concours, il est en effet possible de choisir ses praticiens.

¹ André Gutton, *Architecture : règles d'ordre général pour la construction et l'aménagement des édifices*, Paris, direction des services d'enseignement des PTT, 1955, édition provisoire, 200 p.

LES GRANDS PRIX DE ROME

A travers les concours de recrutement, s'opère une sélection favorisant les architectes issus de l'école des Beaux-arts de Paris. Profondément ancré dans les valeurs classiques, son enseignement séculaire se fonde notamment sur un système de concours, dont le plus prestigieux est le grand prix de Rome. Après une succession d'épreuves, un lauréat est désigné chaque année, qui se voit alors ouvrir les portes de la villa Médicis, l'académie de France à Rome. Le séjour de plusieurs années offre ainsi tout loisir aux jeunes architectes d'étudier les édifices romains et d'en faire de nombreux relevés pour perfectionner leur art. Etre grand prix de Rome permet surtout d'entrevoir une carrière prestigieuse, en accédant notamment à la commande publique. Et si contrairement à d'autres fonctions publiques, les grands prix de Rome n'ont pas accès automatiquement au cadre des architectes PTT, nombreux architectes de l'administration ont été choisis parmi cette élite.

C'est le cas de Michel-Roux-Spitz, qui après s'être forgé une réputation auprès d'une clientèle privée opère, avec la crise économique des années 30, un repli stratégique vers la commande publique. Il construit notamment le bureau central des chèques postaux dans le 15ème arrondissement de Paris : une architecture monumentale, où l'ossature s'affirme clairement en façade. Toujours pour le compte du ministère des PTT, il réalise la direction régionale à Lyon, située en bordure de la place Bellecour. Les lourds murs calepinés en pierre issue de trois différentes carrières sont rythmés ici par la verticalité des ouvertures.

Grand prix de Rome en 1912, Jacques Debat-Ponsan se voit confier la réalisation du ministère des PTT, avenue de Ségur à Paris. Une même attitude rationnelle se manifeste dans la construction, perceptible en plan comme en façade. La trame structurelle apparente est ainsi régie par les dimensions de l'élément de base du programme, le bureau.



**Bureau central des chèques postaux, Paris, 1935
et direction régionale des PTT à Lyon, 1938, Michel Roux-Spitz**

(Photos Salaiin / L'Adresse Musée de La Poste)



**Ministère des PTT,
Paris, 1939,
Jacques Debat-Ponsan**
(Photo Chevojon)

Au-delà des nombreux hôtels des postes (Vichy, Charleville, Chaumont . . .) et centres de chèques postaux (Strasbourg, Marseille) qu'il construit, Léon Azéma est surtout renommé pour la réalisation en 1937 du nouveau palais du Trocadéro, en collaboration avec Jacques Carlu et Hyppolite Boileau. Largement décrié, cet important projet cristallise le débat opposant l'avant-garde architecturale aux tenants de l'académisme, systématiquement privilégiés dans les concours publics. Cet édifice, ainsi que la production des grands prix de Rome, se retrouvent en effet autour de principes similaires : un sens de la composition au service d'une grande sobriété, l'utilisation de la symétrie, de verticales puissantes et répétitives. Ce style dépouillé emprunte aux valeurs de l'architecture classique, mais sans rejeter les moyens techniques modernes, notamment à travers l'utilisation de matériaux tel que le béton. Cette architecture permet ainsi de signifier le prestige de l'administration, tout en procurant par ses formes familières, un sentiment rassurant pour le public.